

MONDE

Crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Gaza. Israël et le Hamas sur le même banc des accusés. « *Des actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité, ont été commis par les forces armées israéliennes* ». C'est ce qu'affirme le juge Richard GOLDSTONE, qui présentait à New-York le rapport d'enquête de l'ONU sur l'offensive militaire de Tsahal à Gaza l'hiver dernier, qui a fait 1.400 morts du côté palestinien et 9 du côté israélien. Le Hamas, de son côté, s'est lui aussi rendu coupable des mêmes crimes en lançant des roquettes sur des cibles non militaires en territoire ennemi, a-t-il poursuivi. « *Nous mobiliserons nos amis à l'ONU, notamment les Etats-Unis et divers pays européens, pour que ce rapport soit purement et simplement enterré* », a ainsi déclaré à la radio militaire le vice-ministre des Affaires étrangères, Danny AYALON. Le Conseil de sécurité de l'ONU pourrait être saisi du rapport, et décider ensuite de le transmettre à la Cour internationale de Justice (CIJ) de La Haye.

Gérard LARCHER à l'international : destination Turquie. A la tête d'une délégation de 5 sénateurs, dont Hubert HAENEL, Président de la Commission de l'UE, et Robert del PICCHIA, Vice-président de la Commission des Affaires étrangères, les deux rapporteurs sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. 1^{ère} visite d'un Président du Sénat depuis 50 ans. Une visite hautement politique dans le contexte actuel, avec 3 entretiens très importants : avec le Président GUL, le Premier ministre ERDOGAN et le ministre des Affaires étrangères DAVUTOGLU.

La politique internationale, avec le contexte régional, ont été largement abordés. A noter que le Président syrien était à Istanbul. La Turquie a un rôle de médiateur dans le différend entre la Syrie et l'Irak, et s'engage aussi auprès de l'Iran sur le dossier du nucléaire. Les négociations d'adhésion ont été débattues au cours d'entretiens très ouverts. Le Président LARCHER a rappelé sa loyauté envers le Président français, mais mis l'accent sur l'autonomie du Sénat. La France appuie la réforme des ouvertures envers les kurdes arméniens et dans la lutte du terrorisme du PKK. Des deux côtés, on affirme la nécessité de laisser la porte ouverte, pour préparer l'avenir. M. GUL envisage une visite officielle en France, à partir du 8 octobre, à l'occasion de la « Saison de la Turquie en France ».

Pas de bouclier antimissile en Europe. Le Président américain a présenté la « *nouvelle approche* » adaptée à des missiles de courte et moyenne portée. La menace iranienne a été revue à la baisse, mais, selon Barack OBAMA, les Eu continuent à voir « *une menace importante* » dans les activités balistiques iraniennes. L'abandon du projet va faciliter le rapprochement entre les alliés de l'OTAN et la Russie. Le Président MEDVEDEV a salué une « *décision responsable* ».

Nucléaire iranien. Les chefs de la diplomatie des Six pays traitant du dossier nucléaire iranien (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne) se réuniront en marge de l'Assemblée de l'ONU. Le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune Javier SOLANA et le négociateur iranien Saïd JALILI y assisteront.

Liban : Saad HARIRI reconduit. Le chef de la majorité a été de nouveau chargé de former un gouvernement d'union, près d'une semaine après y avoir renoncé en raison de divergences persistantes avec le camp mené par le Hezbollah. Au terme de ces consultations entre M. SLEIMANE et les membres du Parlement, M. HARIRI a obtenu 73 voix, soit l'ensemble de la majorité soutenue par l'Occident et les voix de deux députés arméniens de la minorité menée par le Hezbollah chiite.

AIEA - Une nouvelle tête. La Conférence générale des 150 Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique a formellement nommé l'ambassadeur japonais Yukiya AMANO comme son nouveau directeur général pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} décembre.

Afghanistan : 54,6% des voix pour KARZAI, selon les résultats préliminaires de la présidentielle, mais il ne peut être proclamé réélu avant la fin des enquêtes sur les fraudes massives, qui pourraient le forcer à un second tour. 25.450 bulletins ont été jugés suspects, soit 10% du total de quelque 2.500 bureaux de vote, qui seront recomptés.

Après Guantanamo, Bagram. Il y a 600 prisonniers dans ce centre de détention américain en Afghanistan. Les Etats-Unis vont leur permettre de contester leur détention. Ces détenus n'avaient jusqu'ici pas même accès à leur dossier.

Irak : libération du journaliste « lanceur de chaussures ». Mountazer AL-ZAÏDI, a été libéré après avoir été condamné pour avoir lancé ses chaussures à la tête de George W. BUSH. Il a accusé ses geôliers de tortures.

Russie : MEDVEDEV n'exclut rien. Deux jours après le Premier ministre, Vladimir POUTINE, qui avait expliqué qu'il pourrait être candidat à la présidentielle de 2012, le président russe n'a pas exclu d'être également candidat.

Unesco. L'Egyptien, Farouk HOSNI, n'a pas été élu à la direction générale. Il reste favori, malgré les accusations d'antisémitisme qui pèsent sur lui.

EUROPE

L'Union unie sur les bonus. Le Premier ministre suédois, dont le pays préside actuellement l'UE, a présenté les conclusions de la réunion informelle des 27 chefs d'Etat. Ils se sont mis d'accord sur une position commune pour réclamer, lors de G20 de Pittsburgh, une régulation des modes de rémunération dans la finance mondiale. L'objectif est de rétablir le lien entre performance et rémunération, en apportant au système « *fiabilité* » et « *transparence* », en introduisant des règles contraignantes, comme des sanctions « *au niveau national* ».

BARROSO reconduit à la tête de la Commission européenne. Les eurodéputés ont donné leur feu vert par 382 voix contre 219, et 117 abstentions. Conservateur, âgé de 53 ans, le président sortant était le seul candidat à sa succession. Il faut désormais choisir avant la fin de l'année la nouvelle Commission et fixer le cap politique de l'après-récession. Pour les candidats commissaires, l'examen commence à Bruxelles par des premiers contacts dans les coulisses du sommet à 27 consacrés à la préparation du G20 financier de Pittsburgh.

Le candidat français. Ce sera vraisemblablement Michel BARNIER, ancien ministre et déjà commissaire jusqu'en 2004. Paris souhaite un portefeuille économique clé.

République tchèque : le provisoire qui dure. La chambre basse du Parlement tchèque a échoué à réunir suffisamment de voix pour décider de son autodissolution et permettre ainsi la tenue des élections anticipées en novembre. Les élections législatives auront ainsi lieu au printemps 2010. Le pays restera donc géré beaucoup plus longtemps que prévu par un gouvernement transitoire, dirigé par l'ancien chef de l'Office national des statistiques, Jan FISCHER.

Norvège : la coalition de gauche reconduite. Le gouvernement du Premier ministre travailliste Jens STOLTENBERG, qui regroupe la Gauche socialiste et le parti centriste, a obtenu 86 sièges sur 169. Il est devenu le premier à se faire réélire depuis 1993.

Autant en emporte le vent. Dans les Abruzzes, les 94 premières maisons en dur ont été livrées par Silvio BERLUSCONI. La musique du film masquait les protestations des familles non relogées.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Présidentielle en Côte-d'Ivoire. La France a demandé que les retards dans la confection de la liste électorale soient résorbés afin de permettre une bonne tenue du scrutin le 29 novembre. Une réunion, à laquelle pourrait participer le secrétaire d'Etat à la Coopération Alain JOYANDET, pourrait avoir lieu en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 septembre.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Tests ADN : la polémique. Le ministre de l'Immigration, Eric BESSON, « *ne signera pas le décret d'application* » de la loi, et explique que, par exemple, « *nos consulats ne sont pas équipés pour ces empreintes génétiques* ». Les tests ADN devaient entrer en vigueur au 31 décembre pour le regroupement familial. « *M. BESSON n'était pas dans son rôle en reportant la mise en œuvre de ces tests* », estime Bernard ACCOYER, Président de l'Assemblée nationale. « *Il affaiblit le Parlement* », accuse Jean-François COPE. Pour Président de la République, M. BESSON « *n'a peut-être pas été très habile mais il a été de bonne foi* », car « *tout le monde sait que les tests ADN ne servent à rien* ».

Le Bonheur national brut. La commission de réflexion sur le changement des instruments de mesure de la croissance, présidée par le Prix Nobel Joseph STIG LITZ, a remis son rapport au Président de la République. Selon l'économiste américain, « *le PIB n'est pas erroné en soi, mais utilisé de façon erronée* ». Nicolas SARKOZY a plaidé en faveur d'un changement de la mesure du progrès économique et social, soulignant que « *le monde, la société, l'économie ont changé et que la mesure n'a pas assez changé* ». Entre autres pistes, M. SARKOZY a suggéré la prise en compte des « *services que l'on se rend à l'intérieur d'une famille* », « *le loisir* » ou « *la qualité du service public* ».

Les parlementaires UMP au rapport. Ils ont été invités à l'Elysée en ce début de session extraordinaire pour un cocktail déjeunatoire avec Nicolas SARKOZY. Les questions sensibles, notamment au sein de la majorité sénatoriale, comme la taxe carbone, la réforme de la taxe professionnelle et des collectivités territoriales, ont été abordées lors de ces échanges.

Le tour de France de Martine AUBRY. La Première secrétaire du PS entame une démarche de « *dialogue* » avec les Français, pour construire le projet des socialistes en vue de 2012. Angoulême sera la 1^{ère} étape de ce tour de France, qui conduira Martine AUBRY à la rencontre des militants jusqu'en décembre. La méthode n'est pas sans rappeler les forums participatifs de la candidate Ségolène ROYAL, laquelle organise ce samedi à Montpellier sa « *Fête de la Fraternité* ».

Le tribunal de Solferino. Martine AUBRY ne poursuivra pas en justice les auteurs du livre « *Hold-upPS, arnaques et trahisons* », comme Ségolène ROYAL lui a demandé. Certains membres de la direction du PS ont proposé une « *confrontation* » aux auteurs. Leur éditeur avait fait savoir qu'ils refusaient une « *quelconque confrontation avec le Parti socialiste en présence de journalistes* ». Ségolène ROYAL avait fait savoir qu'elle ne demanderait pas de nouveau vote, mais estime que si la première secrétaire du PS n'engage pas d'action en justice, les faits doivent être alors vrais, et dans ce cas, elle réclame que les fraudeurs soient sanctionnés. Plusieurs dirigeants du PS, dont M. SAPIN, lui reprochent de ne pas vouloir tourner la page.

Sondage. Jacques CHIRAC, reste en tête du classement Ifop/Paris Match avec 76% d'opinions positives (+3 par rapport à juillet), devant Bernard KOUCHNER à 70% (+ 2), tandis que Nicolas SARKOZY (27^{ème}) perd 1 point à 47% d'opinions favorables. François FILLON, à 55%, perd 3 points et cinq places par rapport à juillet (17^{ème}). Martine AUBRY (51%) et Dominique STRAUSS-KAHN (66%), respectivement 22^{ème} et 6^{ème}, chutent de 8 et 7 points. 34^{ème} du classement, la présidente (PS) du conseil régional de Poitou-Charentes Ségolène ROYAL gagne 2 points à 41% d'opinions positive.

PARLEMENT

Assemblée nationale

L'exception d'inconstitutionnalité entre dans le droit français. L'UMP, le NC et le PS ont tous voté pour cette réforme, les socialistes soulignant que c'était « *la première fois* » qu'ils votaient une loi découlant de la révision constitutionnelle de juillet 2008. Le projet de loi organique prévoit que la constitutionnalité d'une loi pourra être contestée lors d'un procès, à l'exception des procès en cour d'assises. Le gouvernement a été mis en minorité sur la question des délais ouverts pour statuer.

Bernard ACCOYER s'interroge. Le président (UMP) de l'Assemblée nationale s'est prononcé contre le cumul dans mandats de ministre et de président de région. « *Je m'interroge* », explique-t-il, en raison des « *nouveaux pouvoirs des parlementaires* ». Rappelons que les ministres candidats aux élections régionales auraient été invités par le Président de la République à quitter leur fonction ministérielle, en cas de succès comme en cas d'échec.

Le vote biométrique. Il sera mis en place à l'été 2010. Le dispositif de reconnaissance digital remplacera le boîtier électronique, ce qui devrait permettre d'éviter que des députés votent, par inadvertance ou sciemment, à la place de leurs collègues absents. En outre, le Conseil d'Etat sera automatiquement saisi en amont des propositions de loi (origine parlementaire), au même titre que des projets de loi (gouvernement). Ce filtre doit permettre d'éviter de rééditer « l'erreur » récente de la disposition législative qui a rendu impossible la dissolution d'une secte pour escroquerie.

Sénat

Grenelle de l'environnement II. Les sénateurs ont voté les premiers articles du texte consacrés à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. L'examen, très technique, se poursuit.

Armes à sous-munitions. La commission des Affaires étrangères a adopté à l'unanimité le projet de loi autorisant la ratification de la convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions. Le Rapporteur, Joëlle GARRIAUD-MAYLAM (UMP, Français établis hors de France), a précisé que cela permettrait à

la France de déposer avant la fin du mois de septembre son instrument de ratification auprès du Secrétaire général des Nations-Unies à New York.

CONSEIL DES MINISTRES

Décrets. Protection et contrôle des matières nucléaires, de leurs installations et de leur transport - Contrôle gouvernemental de la dissuasion nucléaire - Délégué interministériel à l'intelligence économique - Archives du Conseil constitutionnel.

Communications. L'engagement national pour le fret ferroviaire - Les mesures pour faire face à la pandémie grippale - L'élaboration de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Le bilan de la politique de l'immigration.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le Rafale perd de l'altitude. Le Brésil avait annoncé, à l'occasion de la visite de Nicolas SARKOZY, sa décision de principe d'acquérir 36 avions de combat français Rafale. Mais le prix de l'appareil constitue toujours un problème, a déclaré le ministre brésilien de la Défense Nelson JOBIM. Le Président LULA a rappelé que l'appel d'offre était toujours ouvert.

Une reprise économique dès le troisième trimestre. Dernières prévisions de conjoncture de la Commission européenne. croissance du PIB de 0,2% dès le troisième trimestre et de 0,1% au quatrième, après des reculs de 2,5% au premier trimestre et de 0,1% au deuxième. La Banque centrale européenne (BCE) prévoit de son côté un recul du PIB de 4,1% cette année.

La Commission plus optimiste pour la France et l'Allemagne. Le commissaire Joaquin ALMUNIA a insisté sur les bons chiffres enregistrés par la France. Sur l'ensemble de l'année, la récession n'est désormais plus attendue dans l'hexagone qu'à 2,1% contre 3,0% lors des prévisions de printemps.

La crise n'a pas fini de produire tous ses effets sur l'emploi et les finances publiques, qui continuent à se dégrader. 1,443 million de personnes ont perdu leur travail au deuxième trimestre dans l'Union européenne, dont 702.000 dans la zone euro. Et le chômage, qui réagit toujours avec décalage par rapport à l'évolution de la conjoncture, devrait continuer à grimper.

Baisse du montant des crédits. Pour la première fois depuis 1998, le montant des crédits accordés en France aux entreprises et aux particuliers a baissé. Ce repli est presque entièrement dû au spectaculaire ralentissement des crédits de trésorerie aux entreprises, dont le volume a baissé de 10,8% depuis juillet 2008. La ministre de l'Economie Christine LAGARDE a annoncé que la garantie par l'Etat des emprunts bancaires allait être reconduite pour une année supplémentaire.

Sécu : hausse des cotisations ? C'est ce que souhaite la Cour des comptes alors que le déficit structurel est compris tous les ans entre 10 et 15 milliards d'euros.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AEFE : le conseil d'administration se réunira le 25 novembre.

Les actions des collectivités territoriales à l'international. Le Quai d'Orsay lance l'Atlas français de la coopération décentralisée, qui recense toutes les actions internationales menées par les collectivités territoriales françaises. Plus de 12.000 projets menés par 4.800 collectivités territoriales françaises avec près de 10.000 partenaires dans 140 pays y sont répertoriés à ce jour.

Les élus de l'Assemblée des Français de l'étranger sur RFI.

http://www.rfi.fr/radiofr/emissions/109/accueil_511.asp

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La grippe. Un homme de 26 ans, sans autre maladie connue, est mort de la grippe H1N1 à Saint-Etienne. C'est le premier cas en Hexagone. Le dernier bilan fait état de 22 décès au total en France. L'Institut de veille sanitaire (InVS) estime que « l'épidémie a débuté en France métropolitaine ». 103.000 consultations ont été enregistrées pour la période du 7 au 13 septembre contre 52.300 la semaine précédente.

Le prix du séjour. Publication d'un décret créant une carte de résident pour « *contribution économique exceptionnelle* ». Annonce du ministère de l'Immigration. Aux termes de ce décret, « *tout ressortissant étranger qui crée ou sauvegarde, ou s'engage à créer ou sauvegarder au moins 50 emplois, ou qui effectue ou s'engage à effectuer sur le territoire français un investissement d'au moins 10 millions d'euros, pourra se voir délivrer la carte de résident autorisant un séjour de 10 ans sur le territoire national* ». Soit 114,15 euros l'heure passée en France.

La montée en charge du RSA. Près de 1,5 million de foyers ont perçu le Revenu de solidarité active (RSA) fin août, dont 336.000 foyers auxquels le RSA a été versé « *en complément de revenus du travail* ».

Cigarettes. Les ventes de tabac ont augmenté de 2,7% en volume (2,6% en valeur).

Ozone. La taille que devrait atteindre cette année le trou dans la couche d'ozone au dessus de l'Antarctique sera de 25 millions de km², avec néanmoins 2 millions de km² de moins qu'en 2008, a annoncé l'OMM.

No milk today. La grève du lait s'étend. Des producteurs laitiers belges ont déversé 3 millions de litres de lait sur un champ près de Ciney pour dénoncer la baisse des prix. Plus de 40.000 producteurs laitiers participent à la grève européenne du lait.

Japan Airlines restructure. Quelque 50 lignes non rentables seraient fermées.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

La RATP a 60 ans. La Régie autonome des transports parisiens célèbre son anniversaire avec l'exposition « 60 ans d'histoires en commun ». Installée face à Beaubourg, une imposante exposition éphémère met en scène une soixantaine de photos retraçant la relation entretenue entre la RATP et ses voyageurs. <http://www.ratp.fr/>

Mort de Patrick SWAYZE. L'acteur américain est mort à 57 ans des suites d'une longue bataille contre un cancer du pancréas. Il avait gagné la célébrité à la fin des années 80 pour ses rôles notamment dans Ghost et Dirty Dancing.

CARNET

Sport

MANAUDOU à la retraite. La championne de natation annonce qu'elle met fin à sa carrière à 22 ans.

Nominations

Yves AUBIN de LA MESSUZIERE présidera la Mission laïque française.

Jean-Christophe DEBERRE, inspecteur d'académie, en sera le directeur général.

Jacques BAUDOIN, jusqu'alors conseiller chargé de la communication et de la presse au cabinet de Bernard KOUCHNER, se verrait confier la direction des publications du Quai d'Orsay.

Jean-Christophe DONNELLIER, ministre conseiller pour les affaires économiques, chef de service économique régional à l'étranger ayant compétence sur la zone Etats-Unis.

Constance LOUVET-LIBERT, jusqu'alors consultante senior en communication d'influence chez Euro RSCG C&O, devient conseillère chargée de la communication et de la presse au cabinet de Bernard KOUCHNER.

Michèle BOCCOZ, ancienne directrice adjointe du cabinet de Bernard KOUCHNER, a bien été nommée ambassadeur en Belgique.

Patrick MAISONNAVE, jusqu'alors chef du service des relations extérieures de la Communauté et de l'Union au Quai d'Orsay, serait nommé directeur des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement à ce même ministère.

Yves CHARPENTIER, jusqu'alors conseiller auprès du DG de l'Agence française de développement, nommé conseiller financier pour l'Afrique de l'ouest, l'Afrique australe et l'océan Indien.

Pierre HUGUES devrait être nommé sous-directeur du Monde à la direction de la coopération de sécurité et de défense au Quai d'Orsay.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr